

Oxford-Sud (sir Richard Cartwright) et le chef de l'opposition, et l'honorable député de Huntingdon (M. Scriver), afin de s'entendre sur les résultats possibles, et sur le moyen de donner une forme convenable à cette politique?

M. l'Orateur, on parle de changements, de modifications d'opinion dans le cours de la lutte. Je sais ce qui s'est passé dans les provinces maritimes; je sais ce qui s'est passé dans la ville de Saint-Jean. Je sais que dans la ville de Saint-Jean, alors que la lutte était commencée depuis trois jours à peine, les candidats de l'opposition parcouraient les places d'affaires, disant aux marchands effrayés: "Ne craignez rien, nous ne croyons pas ces gens-là; vous n'aurez rien à souffrir; nous allons surveiller vos intérêts, et il n'y aura pas de distinctions contre la Grande-Bretagne."

Vous trouverez, à ce sujet, la déclaration de M. Weldon. Il répéta à maintes et maintes reprises que le parti n'avait pas l'intention de faire de distinctions contre l'Angleterre, et sans cette déclaration, sans plusieurs autres moyens mis au service de leurs partisans, la province du Nouveau-Brunswick n'aurait pas même renvoyé ici leur porte-étendard. La même chose peut s'appliquer à la province de la Nouvelle-Ecosse; je n'en ai aucun doute.

Mais, M. l'Orateur, on nous dit que les libéraux ont une majorité dans la province de Québec. Eh bien! ils ont une majorité dans cette province; ils ont bien près d'une majorité dans la province d'Ontario; ils ont aussi une majorité dans la province de l'Île du Prince-Edouard, et c'est tout. Mais examineront-ils la position et nous diront-ils si, dans toutes les élections qui ont eu lieu dans le pays depuis la confédération, le gouvernement fédéral a déjà rencontré des éléments combinés aussi puissants que ceux contre lesquels il a eu à lutter dans les provinces de Québec et d'Ontario? Avait-on jamais vu auparavant le premier ministre d'une des fortes provinces, la main dans la main avec le premier ministre d'une province la deuxième en puissance, se liguier avec les premiers ministres de deux autres provinces, et, ainsi ligüés, unir leurs efforts pour renverser le gouvernement fédéral et mettre leurs amis au pouvoir? Il est heureux que leur ancien chef ne soit pas ici, ce soir, car il se lèverait certainement pour condamner les restes dégénérés de son parti, qui ont méprisé à un tel point ses enseignements; enseignements qu'il donnait avec tant d'éloquence, alors qu'il s'élevait si vigoureusement contre l'iniquité que commettaient les gouvernements provinciaux et les partis fédéraux, en s'unissant dans les élections fédérales.

Cependant, M. l'Orateur, que voyons-nous? Une majorité dans Québec, acquise à quel prix? Une alliance avec le premier ministre de Québec qui, s'il est remarquable sous plusieurs rapports, ne l'est pas sous celui de l'économie dans les dépenses publiques; un premier ministre qui, désirant effectuer un emprunt de dix millions, avait besoin d'un levier pour accomplir son œuvre. Quand les élections fédérales furent annoncées, il crut qu'il avait trouvé cette force, ce moyen qui allait lui permettre d'aller faire en Europe l'emprunt de dix millions, en disant aux hommes de la finance qu'il avait balayé le parti libéral-conservateur et obtenu de mon honorable ami, le chef de l'opposition, la promesse d'une subvention annuelle supplémentaire de \$400,000, se trouvant ainsi en état d'aller sur le marché monétaire européen et montrer comment il entendait payer l'intérêt sur son emprunt.

M. FOSTER.

Et cependant, le chef de l'opposition ose se vanter d'avoir une majorité dans la province de Québec. Je ne me vanterais pas de cela, si j'étais un chef d'opposition qui, depuis des années, accuse le gouvernement fédéral d'extravagances, l'accuse de grossir la dette, qui déplore le fardeau imposé sur le peuple, et qui a promis de favoriser la construction d'un tunnel dans une province et d'élever les subventions dans toutes les provinces, s'il arrivait au pouvoir, chose qui eût entraîné pour ce pays une dépense de plusieurs millions en intérêts, créé une dette permanente de plusieurs millions, et abaissé le pays, et, pis que cela, eût été une promesse au premier ministre de la province de Québec de payer toutes ses dépenses extravagantes, et, ces dépenses une fois rendues à un chiffre trop élevé, de faire une combinaison avec le parti fédéral pour la faire solder par le gouvernement fédéral.

Si nous avions obtenu, dans une province, une majorité de quatre ou cinq au prix de si terribles sacrifices de toute convenance et de principes, je n'aurais pas l'audace de me lever en principe pour revendiquer une victoire aussi indignement remportée.

Je crois que j'ai parlé assez longtemps, bien que je puisse encore relever et commenter d'autres points. Ainsi, par exemple, l'honorable député, d'Oxford-sud (sir Richard Cartwright) attaque les fabricants. Il les appelle constamment des monopoleurs; il a trouvé un autre terme, il les appelle maintenant viles monopoleurs, et il déclare que c'est anti-anglais d'avoir au Canada une politique de protection, dont le but est d'encourager ces viles monopoleurs. Cependant, il a proposé, par tout le pays, un tarif deux fois aussi élevé qui protégerait deux fois plus, et en nombre deux fois plus grand, les monopoleurs. On prétend que c'est anti-anglais d'avoir un tarif de 30 pour cent, qui ne fait aucune distinction contre les fabricants anglais.

M. MILLS (Bothwell): Pas du tout.

M. FOSTER: Mais c'est parfaitement anglais d'admettre en franchise le fabricant des Etats-Unis et d'élever le tarif jusqu'à 40 ou 50 pour 100 contre l'Angleterre. Le fabricant anglais fait certains lainages qu'il exporte à Québec où il paie des droits; le fabricant américain fait les mêmes articles qu'il exporte à Montréal, où il paie précisément le même droit. Il n'y a là aucune distinction; mais vous faites une distinction pernicieuse qui est non-seulement anti-anglaise, mais contre nature, en accordant l'entrée libre au fabricant américain, tandis que vous imposez contre le fabricant anglais des droits de 40, 50 ou 60 pour 100.

Il y a de grandes difficultés que les honorables députés de la gauche devront faire disparaître, avant que nous puissions adopter leur politique de réciprocité absolue, de libre échange continental. Il leur faudra nous démontrer comment nous nous créerons un revenu. C'est chose qu'ils n'ont jamais démontrée. Il faudra qu'ils nous disent quelle sorte de tarif nous aurons, et qui le fera. Ils n'ont jamais démontré cela non plus. Ils devront aussi nous démontrer si un tel état de choses n'aura pas pour effet de nous conduire à l'union politique avec les Etats-Unis. Je donne mon opinion avec réserve sur cette question. Mais M. Blake dit qu'il est survenu un différend entre lui et son parti, en 1887; que ce différend s'est aggravé rapidement chaque année, après des remontrances réitérées,